



La foule défile sur les allées de Meilhan pour le rassemblement du Front populaire, le 14 juillet 1936. © Archives municipales Marseille - 315 Fi 39

LE FRONT POPULAIRE : L'ESPOIR D'UNE VIE MEILLEURE

Le Front populaire, dont les 90 ans sont célébrés cette année, a imprimé de sa marque notre mémoire collective avec pour avancées essentielles les congés payés et la diminution du temps de travail qui démocratiseront le droit au temps libre. Marseille, ville portuaire et ouvrière, a pris sa part dans cette lutte pour les droits sociaux.

Après des « années folles » relativement prospères, la France est touchée de plein fouet par une grave crise économique, conséquence du krach boursier de 1929. Cette crise se traduit politiquement par une montée des ligues d'extrêmes-droite, avec comme point culminant les manifestations antiparlementaires du 6 février 1934. Sentant la menace fasciste, les intellectuels et diverses forces de gauche s'organisent.

MARSEILLE AUX AVANT-POSTES

À Marseille comme ailleurs, le 6 février 1934 provoque un « un réveil unitaire », explique l'historien Xavier Daumalin. En 1935, la « marche de la faim » des mineurs de Gardanne conduit un millier de manifestants à Marseille et marque l'unité de la gauche politique et syndicale. Un symbole qui porte les prémisses du Front Populaire. En parallèle, plus de 2 000 dockers marseillais se mobilisent contre la baisse de leurs revenus, avec pour résultat la création du syndicat unique des dockers.

En 1935, Henri Tasso devient maire de Marseille ; il a réuni dans un « front commun » socialistes et communistes. Un an après, il est nommé sous-secrétaire d'Etat à la marine marchande du gouvernement du Front populaire.

VICTOIRE DU FRONT ET GRÈVES POPULAIRES

Le Front populaire est élu en mai 1936. Issu d'une alliance électorale inédite entre socialistes, communistes et radicaux, il porte pour la première fois à la tête du gouvernement un socialiste, Léon Blum.

Aussitôt un mouvement social de grande ampleur se met en place. Des grèves éclatent partout en France, comme à Marseille. La ville est encore industrielle, avec ses huileries, ses sucreries, ses raffineries, ses liquoristes, ses chantiers navals... Les ouvriers, dont une grande partie est issue de l'immigration et des colonies, réclament des hausses de salaires et de meilleures conditions de travail. Début juin, certaines usines sont encore occupées au moment où Léon Blum signe les accords de Matignon.

AVANCÉES SOCIALES

Conclus dans la nuit du 7 au 8 juin 1936, les accords de Matignon actent des avancées sociales sans précédent. Parmi elles, on compte l'augmentation des salaires, le passage de la semaine de travail de 48h à 40h, la reconnaissance du droit syndical, les conventions collectives ou encore deux semaines de congés payés. D'autres mesures sociales suivront comme l'école obligatoire jusqu'à 14 ans.

Dans ce domaine, le Front populaire porte un projet émancipateur, avec la promotion de l'éducation populaire, du sport et d'une pédagogie qui redonne toute sa place à l'enfant. Cela se traduit par la construction massive d'écoles à l'architecture et aux équipements modernes pensés pour le bien-être des élèves. À Marseille, neuf « écoles Front populaire » voient le jour entre 1935 et 1939 : Édouard-Vaillant (3^e), Michelet-Foch (4^e), Saint-Pierre (5^e), Château-briand (7^e), Saint-Marcel (11^e), Bois-Luzy (12^e), Château-Gombert-Village et Malpassé-Grenier (13^e), Verduron-Haut (15^e). Elles ont été inscrites au titre des Monuments historiques en 2026.



Plage des Catalans. Photographie de Julia Pirotte, vers 1940.
© Musée d'Histoire de Marseille - Inv. 2007-2-1



Le stade Vélodrome, alors stade municipal, est inauguré le 13 juin 1937, en présence du sous-secrétaire d'Etat aux sports et loisirs, Léo Lagrange. Le sport est au cœur du projet émancipateur du Front populaire. © Archives Municipales de Marseille - Inv. 89 FI 106

LES JOIES DU TEMPS LIBRE

L'expérience du Front populaire fut courte, à peine deux ans et quatre gouvernements, affaiblis par une situation économique dégradée.

Le Front populaire apporte néanmoins un vent d'espoir, « une embellie dans les vies difficiles » selon les mots de Blum, dans les milieux populaires et la classe moyenne, pour qui le temps libre devient un droit. Les jardins ouvriers et familiaux se développent ; la fréquentation des plages et la pratique de la pêche augmentent, accueillant une population plus diversifiée.

La généralisation des congés payés est l'avancée majeure du Front populaire, dont les Français s'empareront massivement après la guerre. Un acquis social qui continue d'être au cœur de nos vies près d'un siècle après.

* Xavier Daumalin et Jean Domenichino, *Le Front populaire. Marseille et sa région (1934-1938)*. Marseille, Jeanne Laffitte, 2006.